
L'usage de tout système électronique ou informatique est interdit dans cette épreuve

Traduire en français le texte ci-dessous.

Ostalgie-Welle in den neuen Bundesländern

Der Film "Good Bye Lenin", der sich vor allem in den neuen Bundesländern als Kassenschlager erwies, hat dort eine richtige Ostalgie-Welle ausgelöst. Die ironische Darstellung der DDR-Vergangenheit durch den Filmregisseur Rolf Becker wurde von vielen ehemaligen DDR-Bürgern als Ermutigung empfunden, sich nun endlich selber mit den ihrer Ansicht nach positiven Aspekten des Lebens in der ehemaligen DDR zu befassen. "Ich habe gelacht, ich habe geweint, ich danke für diesen Film", sagte ein Zuschauer.

Auch der PDS-Vorsitzende Lothar Bisky machte seinen früheren Landsleuten Mut, die untergegangene DDR nicht mehr ausschließlich als Hort¹ des Bösen zu betrachten. Im Gegenteil: "Das politische System der DDR und das Alltagsleben seiner Bewohner hingen zwar zusammen, waren aber nie identisch". Bisky fügte hinzu: "Zum 1. Mai wurde mit Transparenten marschiert, aber auch geliebt und gelacht."

Doch so viel Lob für die guten Seiten des Lebens im zweiten deutschen Staat geht manchen, vor allem vielen früheren DDR-Menschenrechtlern, zu weit. Sie sprechen von "unangebrachter Nostalgie" und warnen vor der Versuchung, die bittere DDR-Vergangenheit zu verharmlosen. Sie erinnern an die mehr als eintausend Todesopfer, die das SED-Regime an der innerdeutschen Grenze und entlang der Berliner Mauer gefordert hat. "Zehntausende kamen wegen versuchter Republikflucht ins Gefängnis, fast vier Millionen verließen die DDR vor 1961", empörte sich Tobias Hollitzer. "Ist das eine erfreuliche Bilanz?"

Bislang verhalten die Proteste der früheren Menschenrechtler allerdings wirkungslos – es scheint, als wäre die Ostalgie-Welle nicht mehr zu stoppen. In Berlin soll demnächst eine Art DDR-Fun-Park entstehen, in dem Möbel, Kleidung und Filme ausgestellt werden, die an die ostdeutsche Vergangenheit erinnern.

nach Dieter Stäcker

Wiesbadener Kurier 19.08.2003

1. der Hort : le repaire

Résumer en 120 mots environ, dans la langue obligatoire choisie, le texte suivant. Un écart de 10% en plus ou en moins sera toléré, mais le nombre de mots utilisés devra être très précisément indiqué à la fin du résumé. Votre travail doit comporter un titre comptabilisé dans le nombre de mots.

Le prix de la fumée

Le tabac est un poison individuel et collectif. Il est la cause de 87% des cancers du poumon et d'un tiers de tous les cancers, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En France, le cancer du poumon tue à lui seul 30000 personnes par an, soit quatre fois plus que les accidents de la route.

Tous les ministres de la santé ont lutté contre ce fléau par des campagnes de sensibilisation et des hausses régulières de prix. Ils ont partiellement réussi : la consommation a diminué chez les hommes, mais elle a augmenté chez les femmes. Au total, pourtant, le recul est encore faible : la proportion de fumeurs parmi les Français adultes n'est revenue, entre 1991 et 2001, que de 40% à 36%. Seul changement radical : l'image de la cigarette est devenue négative. Chaque fumeur et chaque fumeuse sait que « le *tabac tue* », comme il est inscrit en gros caractères sur ses paquets.

La hausse du prix de vente est une arme que le gouvernement n'avait jusqu'ici utilisée qu'avec hésitation. On sait pourquoi. L'État avait deux énormes intérêts à la vente de cigarettes : il encaisse des taxes substantielles (environ 8 milliards d'Euros) et il était, jusqu'à il y a trois ans, propriétaire de la SEITA, privatisée sous le nom d'Altadis, fabriquant les Gauloises et autres Gitanes.

La décision d'augmenter le prix des cigarettes de 8% à 16% en janvier, de 20% en octobre, et encore d'autant en janvier 2004, marque une rupture. Le gouvernement a compris que les hausses lentes étaient absorbées par le budget des fumeurs et que seules des hausses brutales auraient un effet dissuasif important, d'abord chez les jeunes. Depuis janvier, les ventes ont reculé de 7,7%. En Grande-Bretagne, parmi les pays d'Europe où le paquet est le plus cher, le nombre des décès dûs au tabac a reculé de moitié. Le gouvernement français veut suivre cet exemple avec pour objectif de baisser la consommation de 30% chez les jeunes et de 20% chez les adultes.

Il a raison d'engager cette politique nécessaire pour la santé publique. Mais, pour autant, les arguments des opposants doivent être entendus. Tant que le recul de la consommation reste inférieur à la hausse des prix, le ministère des finances est gagnant dans l'opération. Mais il n'en va pas de même pour les 34000 buralistes qui ont fermé leur porte, lundi, pour protester contre les hausses. L'existence des débits de tabac, lieux essentiels de sociabilité en France, doit être défendue et leur demande d'une hausse de leur ristourne semble légitime. Car le seul grand risque de la nouvelle politique est de voir se développer un marché noir contrôlé par le grand banditisme.

C'est pourquoi le gouvernement doit veiller à éviter de créer un sentiment de prohibition et d'interdiction du tabac. Si la lutte contre le tabagisme est un bien, elle ne doit pas se transformer en un interdit dans une société qui les multiplie. Fumer est une liberté. Le gouvernement doit veiller à ne pas transformer l'impératif de santé publique en un ordre sécuritaire obligatoire.

LE MONDE, éditorial du 22 octobre 2003